

# **ÉTATS FINANCIERS**

---

AU 30 NOVEMBRE 2013

# RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

---

À l'intention des actionnaires du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) qui comprennent les bilans au 30 novembre 2013 et au 31 mai 2013, et les états des résultats, des évolutions de l'actif net et des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 novembre 2013 et 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## *Responsabilité des auditeurs*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## *Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) au 30 novembre 2013 et au 31 mai 2013, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 novembre 2013 et 2012, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Deloitte p.e.m.c.r.l.<sup>1</sup>*

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.<sup>2</sup>*

-----  
<sup>1</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A110972

-----  
<sup>2</sup> CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125741

Montréal, le 19 décembre 2013

# BILANS

---

(en milliers \$, sauf l'actif net par action)

30 novembre 2013

31 mai 2013

## Actif

Investissements en capital de développement (note 4)	5 428 211	5 298 843
Autres investissements (note 5)	4 608 188	4 370 186
Débiteurs et autres actifs (note 8)	535 541	689 183
Encaisse	38 298	9 172
Immobilisations (note 9)	62 951	62 609
Impôts sur les bénéfices	4 793	4 971
	<u>10 677 982</u>	<u>10 434 964</u>

## Passif

Billets (note 10)	446 072	396 601
Créditeurs et autres passifs (note 12)	542 814	735 199
Impôts futurs (note 17)	1 662	1 864
	<u>990 548</u>	<u>1 133 664</u>

<b>Actif net</b> (note 13)	<u>9 687 434</u>	<u>9 301 300</u>
Nombre d'actions de catégorie A en circulation (note 13)	<u>331 577</u>	<u>332 441</u>
<b>Actif net par action de catégorie A</b>	<u>29,21</u>	<u>27,98</u>

Éventualités (note 14)

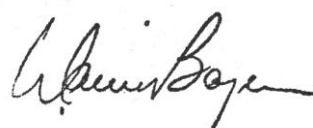
Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Au nom du conseil d'administration,



---

Yvon Bolduc, administrateur



---

Daniel Boyer, administrateur

# RÉSULTATS

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$, sauf le bénéfice par action)	2013	2012
<b>Produits</b>		
Intérêts (note 15)	83 000	86 158
Dividendes	35 850	40 277
	<u>118 850</u>	<u>126 435</u>
<b>Charges (note 16)</b>		
Frais corporatifs	22 259	20 300
Frais d'investissements en capital de développement et autres investissements	17 676	16 298
Frais de développement et d'administration de l'Actionnariat et de la Formation économique	20 853	20 052
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	3 016	2 777
	<u>63 804</u>	<u>59 427</u>
<b>Revenu net</b>	<u>55 046</u>	<u>67 008</u>
<b>Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements</b>		
Réalisés	47 582	36 865
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	316 611	105 294
Frais de transaction	(1 248)	(727)
	<u>362 945</u>	<u>141 432</u>
<b>Bénéfice avant impôts</b>	<u>417 991</u>	<u>208 440</u>
Impôts (note 17)	7 000	10 500
<b>Bénéfice net</b>	<u>410 991</u>	<u>197 940</u>
Nombre moyen pondéré d'actions de catégorie A	<u>332 980</u>	<u>321 566</u>
<b>Bénéfice par action de catégorie A</b>	<u>1,23</u>	<u>0,62</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# ÉVOLUTIONS DE L'ACTIF NET

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$)	Capital-actions de catégorie A (note 13)			Surplus d'apport (note 13)	Bénéfices non répartis	Actif net
	Série 1	Série 2	Souscrit			
<b>2013</b>						
Solde au début	7 509 247	80 006	778	909 939	801 330	9 301 300
Bénéfice net					410 991	410 991
Émissions d'actions	252 837	3 372				256 209
Variation nette des souscriptions d'actions			180			180
Rachats d'actions	(219 843)	(3 933)		(27 401)	(21 398)	(272 575)
Variation des rachats en attente	(6 835)			(631)	(1 205)	(8 671)
Virement (note 13)	70 000				(70 000)	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>7 605 406</b>	<b>79 445</b>	<b>958</b>	<b>881 907</b>	<b>1 119 718</b>	<b>9 687 434</b>
<b>2012</b>						
Solde au début	7 010 355	76 483	760	972 070	465 020	8 524 688
Bénéfice net					197 940	197 940
Émissions d'actions	245 131	3 768				248 899
Variation nette des souscriptions d'actions			120			120
Rachats d'actions	(176 870)	(2 904)		(26 398)	(8 575)	(214 747)
Variation des rachats en attente	5 339			947	221	6 507
Virement (note 13)	75 000				(75 000)	-
<b>Solde à la fin</b>	<b>7 158 955</b>	<b>77 347</b>	<b>880</b>	<b>946 619</b>	<b>579 606</b>	<b>8 763 407</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# FLUX DE TRÉSORERIE

PÉRIODES DE SIX MOIS TERMINÉES LES 30 NOVEMBRE

(en milliers \$)	2013	2012
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	410 991	197 940
Éléments sans effet sur la trésorerie et variation des éléments hors-caisse		
Intérêts capitalisés sur investissements en capital de développement	(544)	(1 104)
Intérêts capitalisés sur billets	9 593	8 714
Amortissement des immobilisations corporelles et du développement informatique	3 016	2 777
Gains réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements	(47 582)	(36 865)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée	(316 611)	(105 294)
Impôts futurs	(202)	(1 397)
Débiteurs et autres actifs	35 962	83 500
Créditeurs et autres passifs	(32 938)	(83 150)
Impôts sur les bénéfices	178	(2 915)
Autres	7 036	1 240
	<b>68 899</b>	<b>63 446</b>
<b>Activités de financement</b>		
Émissions de billets	124 203	61 292
Remboursements de billets	(84 325)	(49 659)
Émissions et souscriptions d'actions	256 389	249 019
Actions rachetées	(276 124)	(216 025)
	<b>20 143</b>	<b>44 627</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'investissements en capital de développement	(315 210)	(458 250)
Produits de cessions d'investissements en capital de développement	451 303	291 694
Acquisitions d'autres investissements	(4 736 951)	(2 814 739)
Produits de cessions d'autres investissements	4 545 446	2 871 673
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2 990)	(1 304)
Développement informatique	(1 514)	(962)
	<b>(59 916)</b>	<b>(111 888)</b>
<b>Augmentation (diminution) de l'encaisse</b>	<b>29 126</b>	<b>(3 815)</b>
<b>Encaisse au début</b>	<b>9 172</b>	<b>13 789</b>
<b>Encaisse à la fin</b>	<b>38 298</b>	<b>9 974</b>

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation incluent des impôts versés de 7,6 M\$ (2012 : 16,3 M\$).

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 1. LOI CONSTITUTIVE

### STATUTS ET OBJECTIFS DU FONDS

Le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (le Fonds), constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec, est une compagnie à fonds social ayant pour objectifs :

- a) de faire des investissements dans des entreprises québécoises et de leur fournir des services dans le but de créer, maintenir ou sauvegarder des emplois;
- b) de favoriser la formation des travailleurs et travailleuses dans le domaine de l'économie et de leur permettre d'accroître leur influence sur le développement économique du Québec;
- c) de stimuler l'économie québécoise par des investissements stratégiques qui profiteront aux travailleurs et travailleuses ainsi qu'aux entreprises québécoises;
- d) de favoriser le développement des entreprises admissibles en invitant les travailleurs et travailleuses à participer à ce développement par la souscription aux actions du Fonds.

Pour ce faire, le Fonds vise à concentrer la majeure partie de ses investissements en capital de développement dans des placements non garantis, principalement dans de petites et moyennes entreprises (PME) situées au Québec. En règle générale, la participation du Fonds dans des projets vise à demeurer minoritaire.

### NORME DE 60 %

Le Fonds peut faire des investissements en capital de développement dans toute entreprise, avec ou sans garantie. Toutefois, au cours de chaque exercice financier, la part des investissements en capital de développement du Fonds dans des entreprises admissibles qui ne comporte aucune garantie doit représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen du Fonds de l'exercice précédent.

Si le Fonds fait défaut dans l'atteinte de ce pourcentage, les émissions d'actions donnant droit aux crédits d'impôt pour l'exercice financier suivant sont limitées à un pourcentage prescrit de la valeur totale des actions émises de l'exercice précédent, à l'exception des actions acquises par retenue sur le salaire et par les contributions de l'employeur prévues aux ententes conclues jusqu'à la fin de l'exercice précédent.

Le pourcentage des investissements en capital de développement moyens admissibles au regard de l'actif net moyen de l'exercice précédent se situe à 66,0 % au 31 mai 2013 (31 mai 2012 : 67,0 %).

Puisque le pourcentage minimal de la norme est atteint au 31 mai 2013, les règles régissant la norme de 60 % ne limitent pas le montant des émissions d'actions pour l'exercice 2013-2014.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le Fonds est une société de placement en vertu de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de CPA Canada – Comptabilité et applique, à cet égard, les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) y afférents.

L'état du résultat étendu n'est pas présenté, car il n'y a aucun élément à y inclure.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers conformément aux PCGR, la direction doit établir des estimations et poser des hypothèses, notamment dans l'établissement de provisions et l'évaluation à la juste valeur des investissements en capital de développement et autres investissements, qui influent sur les montants figurant dans les états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

### COMPTABILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction. Le coût présenté correspond au montant payé et est établi en fonction du coût moyen, compte non tenu des frais de transaction.

Les actifs financiers classés comme prêts et créances sont les débiteurs et autres actifs, excluant les titres achetés en vertu de conventions de revente et les instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat. Les passifs financiers classés comme autres passifs sont les billets et les créditeurs et autres passifs, excluant les titres vendus en vertu de conventions de rachat et les instruments financiers dérivés. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les investissements en capital de développement et autres investissements sont évalués à la juste valeur établie de la façon suivante :

#### a) Instruments financiers non cotés

Les instruments financiers non cotés sont constitués d'actions, de parts et de prêts et avances.

Ces instruments sont évalués à la juste valeur en fonction de techniques et de modèles d'évaluation appropriés qui peuvent ne pas être principalement basés sur des informations de marché observables. Les informations de marché observables sont appliquées aux modèles d'évaluation si elles sont disponibles.

La juste valeur déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables dont tiendraient compte des parties dans le cadre d'une transaction sans lien de dépendance. Certaines hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur la juste valeur dont celles retenues pour déterminer les flux monétaires caractéristiques, le niveau de risque et le taux de croissance futur associés à ces flux en tenant compte des conditions économiques, des perspectives d'avenir du secteur d'activité concerné et des conditions propres à l'entreprise.

Les parts de fonds de couverture sont évaluées à la juste valeur établie par leur administrateur respectif à la date la plus rapprochée de celle du bilan du Fonds.

#### b) Instruments financiers cotés

Les instruments financiers cotés sont constitués d'actions, d'obligations et d'instruments du marché monétaire. Ces instruments sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Lorsque exceptionnellement le marché d'un instrument financier n'est pas actif, celui-ci est alors évalué selon des techniques d'évaluation appropriées dont, entre autres, les méthodes établies pour les instruments financiers non cotés.

#### c) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés cotés sont évalués au cours acheteur à la clôture des marchés à la date du bilan. Les instruments financiers dérivés non cotés sont évalués selon des techniques d'évaluation appropriées comprenant, entre autres, l'actualisation au taux de rendement courant des flux de trésorerie futurs.

### PRÊTS DE TITRES, TITRES ACHETÉS EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE ET TITRES VENDUS EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT

Afin de dégager des produits supplémentaires, le Fonds participe au programme de prêts de titres mis en place par son fiduciaire sur les titres dont il a la garde. Ce programme permet de conclure des opérations de prêts de titres, ainsi que des achats et des ventes à court terme de valeurs mobilières et, simultanément, des engagements à les revendre et à les racheter à un prix et à une date prédéterminés. Les conventions de revente et de rachat sont comptabilisées à titre d'opérations de prêts et d'emprunts assorties de garanties. Les conventions de reventes sont inscrites au bilan à leur juste valeur et les conventions de rachat sont inscrites au bilan au prix de rachat prédéterminé par l'engagement qui se rapproche de la juste valeur. Les produits découlant de la participation du Fonds à ce programme sont présentés sous Intérêts à l'état des résultats.

### IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les taux annuels suivants :

	Méthodes	Taux (%)
Corporelles		
Bâtisses	linéaire	2,5
Mobilier et équipement de bureau	solde décroissant	20,0
Équipement informatique	linéaire	25,0
Développement informatique	linéaire	33,3

Les immobilisations sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.



# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### CONSTATATION DES PRODUITS

#### a) Intérêts

Les intérêts sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

#### b) Dividendes

Les dividendes non cumulatifs sont comptabilisés à la date de leur déclaration, et les dividendes cumulatifs sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

#### c) Gains et pertes sur investissements en capital de développement et autres investissements

Les gains et les pertes réalisés résultant de cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements, incluant les instruments financiers dérivés, sont comptabilisés au moment de la vente et présentés sous Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements à l'état des résultats et correspondent à l'écart entre le produit de cession et le coût moyen.

### IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le Fonds utilise la méthode de l'actif et du passif fiscal pour la comptabilisation des impôts sur les bénéfices. En vertu de cette méthode, des impôts futurs sont constatés en fonction des conséquences fiscales prévues des écarts entre la valeur comptable des éléments du bilan et leur valeur fiscale, multipliés par les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels il est prévu que les écarts se résorberont. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

### CONVERSION DE DEVISES

Les éléments d'actif et de passif monétaires et ceux comptabilisés à la juste valeur sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges en devises sont convertis au taux de change à la date de transaction. Les gains et les pertes de change sont constatés à l'état des résultats.

### AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le coût des prestations de retraite gagnées et des avantages complémentaires de retraite des gestionnaires et des employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des actifs des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des employés.

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par les régimes se situe entre 8,75 et 11,7 années (31 mai 2013 : entre 9,5 et 11,7 années).

## 3. MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

### NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé en 2008 que les PCGR du Canada seront remplacés par les IFRS pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour les entités ayant une obligation d'information du public. Le CNC a ensuite confirmé en décembre 2011 que les sociétés de placement, au sens de la note d'orientation en comptabilité sur les Sociétés de placement du Manuel de CPA Canada – Comptabilité, devront appliquer les IFRS pour la première fois aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Le Fonds respecte son plan de conversion et présentera ses premiers états financiers intermédiaires préparés selon les IFRS le 30 novembre 2014. La date de transition du Fonds aux IFRS est le 1<sup>er</sup> juin 2013. Le Fonds continue d'évaluer les impacts de cette transition.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site Internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

(en milliers \$)	30 novembre 2013			31 mai 2013		
	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value (moins-value) non réalisée	Juste valeur
<b>Non garantis</b>						
Actions cotées	749 861	281 174	1 031 035	761 142	108 071	869 213
Actions et parts non cotées	2 480 162	374 551	2 854 713	2 454 011	353 550	2 807 561
Prêts, obligations et avances	1 562 060	(28 588)	1 533 472	1 612 955	(1 362)	1 611 593
<b>Garantis</b>						
Prêts et avances	12 021	(3 030)	8 991	11 590	(1 114)	10 476
	<b>4 804 104</b>	<b>624 107</b>	<b>5 428 211</b>	<b>4 839 698</b>	<b>459 145</b>	<b>5 298 843</b>

La rubrique Investissements en capital de développement inclut des titres en devises, libellés principalement en dollars américains, d'une juste valeur de 287,6 M\$ (31 mai 2013 : 286,8 M\$).

Les ententes d'investissements peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE DES PRÊTS, OBLIGATIONS ET AVANCES À LA JUSTE VALEUR

(en milliers \$)	Taux variables		Taux fixes		Total
		Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	5 ans et plus	
<b>30 novembre 2013</b>					
Non garantis	81 977	374 107	595 468	481 920	1 533 472
Taux moyen effectif (%)	8,9	3,7 <sup>1</sup>	7,2	6,7	
Garantis			8 991		8 991
Taux moyen effectif (%)			9,5		
<b>31 mai 2013</b>					
Non garantis	100 685	342 346	628 564	539 998	1 611 593
Taux moyen effectif (%)	9,0	2,1 <sup>1</sup>	7,8	6,9	
Garantis			6 009	4 467	10 476
Taux moyen effectif (%)			6,9	16,5	

1. Ce taux moyen inclut des avances remboursables à demande ne portant pas intérêt faites à une société en propriété exclusive au montant de 245,1 M\$ (31 mai 2013 : 268,9 M\$). En excluant ces avances, le taux moyen effectif serait de 10,6 % (31 mai 2013 : 8,4 %).

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 4. INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT (SUITE)

### RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

(en milliers \$)	Investissements technologiques	Manufacturier et primaire	Services et tourisme	Fonds régional ou local et immobilier	Total
<b>30 novembre 2013</b>					
Coût	794 220	1 238 404	1 966 752	804 728	4 804 104
Plus-value (moins-value) non réalisée	(53 683)	69 796	380 486	227 508	624 107
Juste valeur	740 537	1 308 200	2 347 238	1 032 236	5 428 211
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	27 201	75 153	89 134	(191 488)	-
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	390 058	144 831	166 384	55 065	756 338
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>			8 004		8 004
	<b>1 157 796</b>	<b>1 528 184</b>	<b>2 610 760</b>	<b>895 813</b>	<b>6 192 553</b>
<b>31 mai 2013</b>					
Coût	831 953	1 203 943	1 971 693	832 109	4 839 698
Plus-value (moins-value) non réalisée	(134 322)	26 567	340 696	226 204	459 145
Juste valeur	697 631	1 230 510	2 312 389	1 058 313	5 298 843
Répartition des investissements effectués par les fonds régionaux ou locaux	25 559	80 184	90 422	(196 165)	-
Fonds engagés mais non déboursés <sup>1</sup>	406 413	191 491	181 116	58 666	837 686
Garanties et cautionnements <sup>2</sup>			7 814		7 814
	<b>1 129 603</b>	<b>1 502 185</b>	<b>2 591 741</b>	<b>920 814</b>	<b>6 144 343</b>

1. Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements en capital de développement qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Des fonds engagés mais non déboursés, un montant de 133,0 M\$ (31 mai 2013 : 171,8 M\$) représente des facilités de crédit et des financements de projets de sociétés en exploitation, dont l'échéance moyenne pondérée est de 15 mois (31 mai 2013 : 18 mois); et un montant de 623,3 M\$ (31 mai 2013 : 665,9 M\$) représente des engagements, qui seront déboursés par tranches, auprès de fonds spécialisés, dont l'échéance moyenne pondérée est de 8,4 ans (31 mai 2013 : 8,1 ans). Des engagements d'un montant de 100,8 M\$ (31 mai 2013 : 103,6 M\$) sont en devises, libellés principalement en dollars américains.
2. En vertu de l'article 17 de sa loi constitutive, lorsque le Fonds fait un investissement en capital de développement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même Autres investissements.

### GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS

Le Fonds a octroyé des garanties et cautionnements à des fins d'exploitation et pour des marges de crédit d'exploitation sans recours qui ne comportent généralement pas d'échéances spécifiques et qui sont des engagements irrévocables du Fonds à effectuer les paiements d'entreprises partenaires qui ne pourraient pas respecter leurs obligations envers des tiers, pour un montant maximal total non actualisé de 8,0 M\$ (31 mai 2013 : 7,8 M\$).

Au 30 novembre 2013 et au 31 mai 2013, il n'y a aucune provision relativement aux garanties et cautionnements.

De plus, dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut diverses conventions prévoyant des indemnités. Ces indemnités concernent habituellement les cessions d'investissements en capital de développement pour les représentations et garanties données et la responsabilité des administrateurs ou dirigeants du Fonds ou ses représentants auprès d'entreprises partenaires. Cette dernière responsabilité est couverte, à certaines conditions, par une assurance responsabilité. La nature de ces conventions ne permet pas de faire une estimation raisonnable du montant maximal que le Fonds pourrait devoir payer aux contreparties. La direction du Fonds estime qu'il y a très peu de risques que ces obligations, en tenant compte des provisions constituées, occasionnent des charges importantes additionnelles.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS

Le *Relevé des autres investissements*, non audité, est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

(en milliers \$)	30 novembre 2013			31 mai 2013		
	Coût	Plus-value non réalisée	Juste valeur	Coût	Plus-value non réalisée	Juste valeur
Actions cotées et parts non cotées	1 675 371	226 066	1 901 437	1 665 829	65 932	1 731 761
Parts de fonds de couverture	57 027	1 755	58 782	242 630	4 663	247 293
Obligations	2 523 207	19 319	2 542 526	2 325 705	60 097	2 385 802
Instruments du marché monétaire	102 626	41	102 667	848	1	849
	<b>4 358 231</b>	<b>247 181</b>	<b>4 605 412</b>	<b>4 235 012</b>	<b>130 693</b>	<b>4 365 705</b>
Instruments financiers dérivés	1 233	1 543	2 776	1 492	2 989	4 481
	<b>4 359 464</b>	<b>248 724</b>	<b>4 608 188</b>	<b>4 236 504</b>	<b>133 682</b>	<b>4 370 186</b>

La rubrique Autres investissements inclut des titres en devises d'une juste valeur de 1 386,2 M\$ (31 mai 2013 : 1 520,9 M\$), dont principalement 835,6 M\$ (31 mai 2013 : 909,8 M\$) en dollars américains, 166,0 M\$ (31 mai 2013 : 199,5 M\$) en euros et 118,5 M\$ (31 mai 2013 : 180,0 M\$) en livres sterling.

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE

#### Obligations

(en milliers \$)	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	De 10 à 20 ans	De 20 à 30 ans	30 ans et plus	Total
<b>30 novembre 2013</b>							
Juste valeur	170 011	774 624	855 575	284 265	326 175	131 876	2 542 526
Coût	170 324	763 430	848 196	281 738	326 228	133 291	2 523 207
Valeur nominale	168 150	753 229	826 330	233 400	291 320	132 912	2 405 341
Taux moyen effectif (%)	1,8	2,4	3,2	4,2	4,2	3,8	3,1
Taux moyen nominal (%)	3,8	2,9	3,6	5,9	5,0	4,0	3,8
<b>31 mai 2013</b>							
Juste valeur	84 080	738 618	781 930	309 429	359 974	111 771	2 385 802
Coût	84 714	733 505	764 198	296 973	336 942	109 373	2 325 705
Valeur nominale	82 972	712 346	724 150	236 004	293 689	103 369	2 152 530
Taux moyen effectif (%)	2,1	2,2	3,2	3,9	4,1	3,8	3,1
Taux moyen nominal (%)	4,0	3,2	4,0	6,0	5,1	4,3	4,1

#### Instruments du marché monétaire

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	Total
<b>30 novembre 2013</b>			
Juste valeur	80 410	22 257	102 667
Taux moyen effectif (%)	1,2	1,1	1,2
<b>31 mai 2013</b>			
Juste valeur	90	759	849
Taux moyen effectif (%)	1,0	1,0	1,0

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

#### Instruments financiers dérivés

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
<b>30 novembre 2013</b>				
Juste valeur <sup>1</sup>				
Contrats d'options de gré à gré sur actions				
Achats d'options de vente		63		63
Ventes d'options d'achat		(1 670)		(1 670)
Contrats d'options cotés sur indices boursiers				
Achats d'options d'achat		39		39
Ventes d'options de vente	(8)	(41)		(49)
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	336	(23)		313
Ventes	(8 771)	(53)		(8 824)
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	38			38
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	-			-
	(8 405)	(1 685)	-	(10 090)
Valeur notionnelle				
Contrats d'options de gré à gré sur actions				
Achats d'options de vente		18 900		18 900
Ventes d'options d'achat		31 500		31 500
Contrats d'options cotés sur indices boursiers				
Achats d'options d'achat		2 874		2 874
Ventes d'options de vente	7 961	3 493		11 454
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	41 978	29 692		71 670
Ventes	799 762	3 553		803 315
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt	22 319	20 286	3 534 690	3 577 295
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	135 318			135 318
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers	117 395		9 410	126 805

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

### RÉPARTITION PAR ÉCHÉANCE (SUITE)

#### Instruments financiers dérivés (suite)

(en milliers \$)	Moins de 1 mois	De 1 à 6 mois	6 mois et plus	Total
31 mai 2013				
Juste valeur <sup>1</sup>				
Contrats d'options de gré à gré sur actions				
Achats d'options de vente			750	750
Ventes d'options de vente			(2 327)	(2 327)
Contrats d'options cotés sur indices boursiers				
Achats d'options de vente	2	254		256
Ventes d'options d'achat	(60)	(179)		(239)
Ventes d'options de vente		(93)		(93)
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	150	(1)		149
Ventes	(14 573)	(67)		(14 640)
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt				
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt		896		896
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers				
	(14 481)	810	(1 577)	(15 248)
Valeur notionnelle				
Contrats d'options de gré à gré sur actions				
Achats d'options de vente			18 900	18 900
Ventes d'options de vente			31 500	31 500
Contrats d'options cotés sur indices boursiers				
Achats d'options de vente	1 550	11 724		13 274
Ventes d'options d'achat	1 633	12 636		14 269
Ventes d'options de vente		9 367		9 367
Contrats à terme de gré à gré sur devises				
Achats	630 656	77 298		707 954
Ventes	931 659	639 582		1 571 241
Contrats à terme normalisés sur taux d'intérêt				
Contrats à terme de gré à gré sur taux d'intérêt	25 612	67 646	1 357 638	1 450 896
Contrats à terme normalisés sur indices boursiers				
	124 603		7 925	132 528

1. La juste valeur de ces instruments dont la valeur est positive est de 2,8 M\$ (31 mai 2013 : 4,5 M\$) et est présentée sous Autres investissements. La juste valeur de ceux dont la valeur est négative est de 12,9 M\$ (31 mai 2013 : 19,7 M\$) et est présentée sous Crédoiteurs et autres passifs.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 5. AUTRES INVESTISSEMENTS (SUITE)

### RÉPARTITION DE LA JUSTE VALEUR PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ<sup>1</sup>

(en milliers \$)	Actions cotées, parts non cotées et parts de fonds de couverture	Obligations	Instruments du marché monétaire	Total
<b>30 novembre 2013</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 607 861	734	1 608 595
Institutions financières	520 642	560 515	61 958	1 143 115
Investissements technologiques	402 388	91 967		494 355
Manufacturier et primaire	854 835	124 170	39 975	1 018 980
Services et tourisme	182 354	158 013		340 367
Juste valeur	1 960 219	2 542 526	102 667	4 605 412
Fonds engagés mais non déboursés <sup>2</sup>	18 704			18 704
	1 978 923	2 542 526	102 667	4 624 116
<b>31 mai 2013</b>				
Gouvernements et organismes gouvernementaux		1 596 837	849	1 597 686
Institutions financières	102 970	471 920		574 890
Investissements technologiques	271 661	96 838		368 499
Manufacturier et primaire	1 025 348	84 778		1 110 126
Services et tourisme	579 075	135 429		714 504
Juste valeur	1 979 054	2 385 802	849	4 365 705
Fonds engagés mais non déboursés <sup>2</sup>	16 903			16 903
	1 995 957	2 385 802	849	4 382 608

1. Cette répartition ne tient pas compte de l'impact des changements de répartition d'actifs découlant des instruments financiers dérivés.
2. Les fonds engagés mais non déboursés auprès de fonds d'infrastructures à l'international représentent les autres investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des sommes ont été engagées, mais non encore déboursées à la date du bilan. Les déboursements sont assujettis au respect des modalités prévues aux conventions. Ces engagements, dont l'échéance moyenne pondérée est de 7,0 ans (31 mai 2013 : 7,4 ans), sont en dollars américains.

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées dans la détermination des justes valeurs. La hiérarchie se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : Juste valeur fondée sur les cours de marché (non rajustés) observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.

Niveau 2 : Juste valeur fondée sur les prix cotés pour des instruments financiers semblables ou fondée sur des techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont basées sur des informations de marché observables.

Niveau 3 : Juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas basées sur des informations de marché observables.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

(en milliers \$)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>30 novembre 2013</b>				
<b>Actifs financiers</b>				
<b>Investissements en capital de développement</b>				
Non garantis				
Actions cotées	1 031 035		-	1 031 035
Actions et parts non cotées			2 854 713	2 854 713
Prêts, obligations et avances		430 191	1 103 281	1 533 472
Garantis				
Prêts et avances			8 991	8 991
	1 031 035	430 191	3 966 985	5 428 211
<b>Autres investissements</b>				
Actions cotées et parts non cotées	1 843 042		58 395	1 901 437
Parts de fonds de couverture			58 782	58 782
Obligations		2 531 703	10 823	2 542 526
Instruments du marché monétaire		102 667		102 667
Instruments financiers dérivés	39	2 737		2 776
	1 843 081	2 637 107	128 000	4 608 188
<b>Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		109 607		109 607
<b>Titres achetés en vertu de conventions de revente</b>				
Encaisse	38 298	283 867		283 867
				38 298
<b>Passifs financiers</b>				
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
	(49)	(12 817)		(12 866)
<b>Titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		(393 474)		(393 474)
<b>31 mai 2013</b>				
<b>Actifs financiers</b>				
<b>Investissements en capital de développement</b>				
Non garantis				
Actions cotées	868 830	383	-	869 213
Actions et parts non cotées			2 807 561	2 807 561
Prêts, obligations et avances		441 224	1 170 369	1 611 593
Garantis				
Prêts et avances			10 476	10 476
	868 830	441 607	3 988 406	5 298 843
<b>Autres investissements</b>				
Actions cotées et parts non cotées	1 674 321		57 440	1 731 761
Parts de fonds de couverture			247 293	247 293
Obligations		2 375 066	10 736	2 385 802
Instruments du marché monétaire		849		849
Instruments financiers dérivés	256	4 225		4 481
	1 674 577	2 380 140	315 469	4 370 186
<b>Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		148 819		148 819
<b>Titres achetés en vertu de conventions de revente</b>				
Encaisse	9 172	274 123		274 123
				9 172
<b>Passifs financiers</b>				
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
	(332)	(19 397)		(19 729)
<b>Titres vendus en vertu de conventions de rachat</b>				
		(422 942)		(422 942)



# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des justes valeurs de niveau 3.

### INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

(en milliers \$)	Actions cotées	Actions et parts non cotées	Prêts, obligations et avances		Total
			Non garantis	Garantis	
<b>30 novembre 2013</b>					
Juste valeur au 31 mai 2013	-	2 807 561	1 170 369	10 476	3 988 406
Gains (pertes) réalisés		(6 578)	1 266		(5 312)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée		21 001	(16 800)	(1 916)	2 285
Achats		81 551	49 135	1 200	131 886
Ventes et règlements		(48 822)	(100 689)	(769)	(150 280)
<b>Juste valeur au 30 novembre 2013</b>	<b>-</b>	<b>2 854 713</b>	<b>1 103 281</b>	<b>8 991</b>	<b>3 966 985</b>
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des investissements en capital de développement détenus au 30 novembre 2013	-	12 740	(18 050)	(1 916)	(7 226)
<b>30 novembre 2012</b>					
Juste valeur au 31 mai 2012	-	2 613 025	1 104 807	25 302	3 743 134
Pertes réalisées		(11 913)	(2 563)	(360)	(14 836)
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée		78 058	(6 222)	(1 450)	70 386
Achats		174 262	109 068	4 000	287 330
Ventes et règlements		(132 039)	(55 085)	(19 023)	(206 147)
Transfert vers le niveau 3			15 000 <sup>1</sup>		15 000
<b>Juste valeur au 30 novembre 2012</b>	<b>-</b>	<b>2 721 393</b>	<b>1 165 005</b>	<b>8 469</b>	<b>3 894 867</b>
Variation de la plus-value ou moins-value non réalisée des investissements en capital de développement détenus au 30 novembre 2012	-	39 627	(10 402)	(1 601)	27 624

1. Une débenture non garantie a été transférée du niveau 2 au niveau 3 puisque sa méthode d'évaluation ne repose plus sur des informations de marché observables.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 6. HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR (SUITE)

### AUTRES INVESTISSEMENTS

(en milliers \$)	Actions cotées et parts non cotées	Parts de fonds de couverture	Obligations	Total
<b>30 novembre 2013</b>				
Juste valeur au 31 mai 2013	57 440	247 293	10 736	315 469
Gains (pertes) réalisés	(40)	2 604		2 564
Variation de la plus-valeur ou moins-valeur non réalisée	1 803	(2 908)	87	(1 018)
Achats	240	243		483
Ventes et règlements	(1 048)	(188 450)		(189 498)
<b>Juste valeur au 30 novembre 2013</b>	<b>58 395</b>	<b>58 782</b>	<b>10 823</b>	<b>128 000</b>
Variation de la plus-valeur ou moins-valeur non réalisée des autres investissements détenus au 30 novembre 2013	1 803	(1 845)	87	45
<b>30 novembre 2012</b>				
Juste valeur au 31 mai 2012	77 582	241 050	8 805	327 437
Pertes réalisées	(55)		-	(55)
Variation de la plus-valeur ou moins-valeur non réalisée	(7 837)	(12 092)	1 001	(18 928)
Achats	612	331		943
Ventes et règlements	(3 018)		(5)	(3 023)
<b>Juste valeur au 30 novembre 2012</b>	<b>67 284</b>	<b>229 289</b>	<b>9 801</b>	<b>306 374</b>
Variation de la plus-valeur ou moins-valeur non réalisée des autres investissements détenus au 30 novembre 2012	(7 837)	(12 092)	1 001	(18 928)

Tous les instruments financiers de niveau 3, à l'exception de certaines parts, sont évalués à la juste valeur selon des techniques et modèles d'évaluation dont les résultats sont tributaires d'hypothèses importantes provenant de données non observables sur le marché. Bien que la direction juge que ses évaluations à la juste valeur sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait résulter en des justes valeurs différentes. Lorsque cela est possible, une analyse de sensibilité aux changements d'hypothèses importantes est réalisée. La direction a évalué la situation et établi que l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnablement possibles ne résulterait pas en des justes valeurs significativement différentes.

Quant à la juste valeur des parts de fonds de couverture et de certaines parts de niveau 3, le Fonds n'a pas accès à l'information sur les placements sous-jacents, elle est alors basée sur la valeur fournie par le commandité ou l'administrateur externe. Ainsi, aucune autre hypothèse raisonnablement possible n'a pu être utilisée.

## 7. PRÊTS DE TITRES

Dans le cadre du programme de prêts de titres, le fiduciaire obtient, en échange des titres prêtés, des garanties ou des éléments d'actif représentant un montant minimal prescrit par toute loi ou entente applicable ou un pourcentage pouvant varier en fonction des meilleures pratiques. Selon les titres prêtés, ce pourcentage se situe entre 102 % et 105 % au 30 novembre 2013 (31 mai 2013 : 102 %) et la juste valeur des titres prêtés s'établit à 232,9 M\$ (31 mai 2013 : 83,6 M\$).

## 8. DÉBITEURS ET AUTRES ACTIFS

(en milliers \$)	30 novembre 2013	31 mai 2013
Débiteurs sur cessions d'investissements en capital de développement et autres investissements	42 742	159 421
Dividendes et intérêts courus	69 002	71 597
Instruments financiers reliés aux titres vendus en vertu de conventions de rachat	109 607	148 819
Titres achetés en vertu de conventions de revente	283 867	274 123
Autres	30 323	35 223
	<b>535 541</b>	<b>689 183</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 9. IMMOBILISATIONS

(en milliers \$)	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
<b>30 novembre 2013</b>			
Bâtisses <sup>1</sup>	70 109	19 922	50 187
Mobilier et équipement de bureau	19 028	16 360	2 668
Équipement informatique	15 417	10 962	4 455
Développement informatique	22 119	16 478	5 641
	<b>126 673</b>	<b>63 722</b>	<b>62 951</b>
<b>31 mai 2013</b>			
Bâtisses <sup>1</sup>	70 109	19 008	51 101
Mobilier et équipement de bureau	18 659	16 060	2 599
Équipement informatique	14 303	9 988	4 315
Développement informatique	20 283	15 689	4 594
	<b>123 354</b>	<b>60 745</b>	<b>62 609</b>

1. La valeur comptable nette de la partie de la bâtisse qui est louée est de 20,9 M\$ (31 mai 2013 : 21,2 M\$).

## 10. BILLETS

Les billets sont remboursables sur demande et portent intérêt à un taux établi en fonction du taux de rendement de Autres investissements. Ainsi la juste valeur de ces billets provenant des excédents de liquidité des fonds régionaux et locaux et de certains fonds spécialisés, correspond à leur valeur comptable. Le taux d'intérêt au 30 novembre 2013 et au 31 mai 2013 est de 4 %.

## 11. MARGES DE CRÉDIT

Le Fonds dispose de marges de crédit au 30 novembre 2013 et au 31 mai 2013 d'un montant de 80 M\$. Ces marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel et sont renouvelables annuellement. Au 30 novembre 2013 et au 31 mai 2013, ces marges ne sont pas utilisées.

## 12. CRÉDITEURS ET AUTRES PASSIFS

(en milliers \$)	30 novembre 2013	31 mai 2013
Créditeurs sur acquisitions d'investissements en capital de développement et autres investissements	29 313	185 862
Instruments financiers dérivés	12 866	19 729
Rachats d'actions	34 508	29 833
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	393 474	422 942
Charges à payer et autres	72 653	76 833
	<b>542 814</b>	<b>735 199</b>

## 13. ACTIF NET

### CAPITAL-ACTIONS

#### Autorisé

#### ACTIONS DE CATÉGORIE A

Nombre illimité d'actions de catégorie A à être émises en séries 1 et 2, sans valeur nominale, avec droit de vote, rachetables et non aliénables à moins d'une autorisation du conseil d'administration.

Les actions de catégorie A, séries 1 et 2, comportent le droit d'être échangées entre elles et prennent rang également entre elles. Cependant, les actions de catégorie A, série 1, ne peuvent être émises qu'à une personne physique qui demande leur transfert à un fiduciaire dans le cadre d'un régime enregistré d'épargne-retraite.

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 13. ACTIF NET (SUITE)

### CAPITAL-ACTIONS (suite)

#### Autorisé (suite)

#### ACTIONS DE CATÉGORIE B

Nombre illimité d'actions de catégorie B, sans valeur nominale, sans droit de vote, donnant droit à un dividende préférentiel dont le taux est fixé par le conseil d'administration. En cas de liquidation, elles prennent rang avant les actions de catégorie A.

#### Souscrit

Le capital souscrit représente les sommes d'argent encaissées et pour lesquelles aucune action de catégorie A ne peut être émise en contrepartie en vertu de la politique d'achat de gré à gré. Ces sommes d'argent feront l'objet d'une émission d'actions de catégorie A au moment prévu dans cette politique, au prix de l'action en vigueur à cette date.

#### Modalités de rachat

Le Fonds est tenu de racheter les actions dans les circonstances prévues par sa loi constitutive ou les acheter de gré à gré lors de situations exceptionnelles, prévues dans une politique adoptée à cette fin par le conseil d'administration du Fonds et approuvée par le ministère des Finances du Québec. Le prix de rachat est fixé semestriellement sur la base de la valeur du Fonds.

#### Surplus d'apport

Le surplus d'apport provient de la réduction du capital émis et payé lors de virements et de l'excédent de la valeur moyenne du capital-actions émis sur le prix payé lors du rachat d'actions. Cet excédent est réduit lors de rachats d'actions à un prix supérieur à la valeur moyenne du capital-actions émis, en proportion des actions rachetées.

#### Virement

Au cours de la période, les administrateurs du Fonds ont approuvé l'augmentation du capital émis et payé des actions de catégorie A, série 1, d'un montant de 70 M\$ par virement des bénéfices non répartis (30 novembre 2012 : 75 M\$).

Au 30 novembre 2013, le Fonds a, depuis sa constitution, procédé aux virements cumulatifs suivants : virements des bénéfices non répartis au capital-actions de 1 882 M\$, virements du capital-actions au surplus d'apport de 1 500 M\$ et virements du surplus d'apport aux bénéfices non répartis de 291 M\$.

### ACTIF NET DE CATÉGORIE A

(en milliers)	Série 1		Série 2		Souscrit	Total
	Nombre	\$	Nombre	\$	\$	\$
<b>30 novembre 2013</b>						
Actif net au début	328 951	9 202 881	3 490	97 641	778	9 301 300
Bénéfice net		406 737		4 254		410 991
Émissions d'actions	9 085	252 837	121	3 372		256 209
Variation nette des souscriptions d'actions					180	180
Rachats d'actions	(9 607)	(267 802)	(171)	(4 773)		(272 575)
Variation des rachats en attente	(292)	(8 671)				(8 671)
<b>Actif net à la fin</b>	<b>328 137</b>	<b>9 585 982</b>	<b>3 440</b>	<b>100 494</b>	<b>958</b>	<b>9 687 434</b>
<b>30 novembre 2012</b>						
Actif net au début	317 218	8 433 242	3 411	90 686	760	8 524 688
Bénéfice net		195 830		2 110		197 940
Émissions d'actions	9 257	245 131	142	3 768		248 899
Variation nette des souscriptions d'actions					120	120
Rachats d'actions	(7 986)	(211 322)	(129)	(3 425)		(214 747)
Variation des rachats en attente	245	6 507				6 507
<b>Actif net à la fin</b>	<b>318 734</b>	<b>8 669 388</b>	<b>3 424</b>	<b>93 139</b>	<b>880</b>	<b>8 763 407</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 14. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est partie à des réclamations et litiges pouvant résulter en des pertes. Lorsqu'une perte éventuelle est probable et qu'elle peut faire l'objet d'une estimation, celle-ci est comptabilisée. De l'avis de la direction, le montant global des pertes éventuelles, net des pertes comptabilisées, n'aurait pas de répercussion défavorable significative sur la situation financière du Fonds.

## 15. PRODUITS

Des intérêts de 9,6 M\$ (30 novembre 2012: 8,7 M\$) sur les billets sont présentés en diminution des Intérêts à l'état des résultats et capitalisés sous Billets.

## 16. CHARGES

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Traitements et charges sociales	38 445	37 811
Frais de publicité et d'information	7 124	6 816
Frais d'occupation et loyers	4 990	4 484
Honoraires professionnels	4 176	3 032
Honoraires de gestion	3 332	3 475
Fournitures et matériel de bureau	2 260	1 632
Déplacements, voyages et représentation	1 572	1 549
Communication de l'information aux actionnaires	1 285	1 240
Frais de garde et de rémunération du fiduciaire	476	437
Produits d'honoraires et autres produits	(816)	(1 810)
Produits de location	(2 056)	(2 016)
Amortissement des immobilisations corporelles	2 227	2 187
Amortissement du développement informatique	789	590
	<b>63 804</b>	<b>59 427</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 17. IMPÔTS

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* du Canada, le Fonds est assujéti aux règles applicables aux sociétés de placement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut obtenir le remboursement de ses impôts payés sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions ou par l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des bénéfices non répartis. Puisque cet impôt est remboursable et que la direction du Fonds est d'avis qu'elle effectuera des augmentations suffisantes de son capital-actions émis et payé pour récupérer cet impôt, celui-ci n'est pas présenté à l'état des résultats mais est inclus sous Débiteurs et autres actifs. Le solde de cet impôt est de 6,1 M\$ (31 mai 2013 : 7,2 M\$).

Le Fonds, ayant le statut de société privée, peut se faire rembourser une partie des impôts payés sur ses revenus de placement en ayant accès à l'impôt en main remboursable au titre de dividende (IMRTD). L'IMRTD est recouvrable en procédant à l'augmentation du capital-actions émis et payé à la suite d'un virement des bénéfices non répartis. La totalité de cet impôt au montant de 14,0 M\$ (31 mai 2013 : 30,3 M\$) a été appliquée en réduction des impôts sur les bénéfices à payer à la suite d'un virement approuvé par les administrateurs au cours de la période.

En vertu de la *Loi sur les impôts* du Québec, le Fonds a le statut de société d'investissement à capital variable. À ce titre, le Fonds peut, aux fins du calcul de son impôt du Québec, déduire de son revenu imposable ses gains en capital imposables. En conséquence, les gains en capital réalisés par le Fonds ne sont sujets à aucun impôt du Québec.

Les impôts sur le bénéfice avant impôts se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Exigibles	7 202	11 897
Futurs	(202)	(1 397)
	<b>7 000</b>	<b>10 500</b>

Ces impôts diffèrent du montant qui serait obtenu si l'on appliquait le taux d'imposition de base combiné (Québec et fédéral) au bénéfice avant impôts. Cet écart est expliqué de la façon suivante :

(en milliers \$)	6 mois	
	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné 46,6 %	194 784	97 133
Dividendes non imposables	(10 790)	(9 115)
Impôt en main remboursable au titre de dividendes	(14 049)	(17 775)
Gains (pertes) en capital et variation de la plus-value ou moins-value non réalisée		
Partie non imposable et écart de taux au fédéral	(91 410)	(33 917)
Impôt fédéral remboursable	(48 075)	(17 837)
Déduction d'impôt du Québec	(20 432)	(7 581)
Autres éléments	(3 028)	(408)
	<b>7 000</b>	<b>10 500</b>

Les éléments donnant lieu aux passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	30 novembre 2013	31 mai 2013
	Immobilisations	2 256
Investissements en capital de développement et autres	(594)	(409)
	<b>1 662</b>	<b>1 864</b>

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le 1<sup>er</sup> janvier 2001, le Fonds a mis en place des régimes de retraite à prestations déterminées capitalisés et non capitalisés qui garantissent à la plupart de ses employés le paiement de prestations de retraite. Les prestations déterminées de ces régimes de retraite sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire annuel moyen. Ce dernier correspond à la moyenne annualisée du salaire pendant les 36 mois consécutifs de service qui produit la moyenne la plus élevée.

De plus, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, le Fonds maintient un régime facultatif d'assurance individuelle pour les employés retraités.

Les obligations au titre des prestations constituées de ces régimes, évaluées par des actuaires indépendants, et les actifs à la juste valeur sont déterminés en date du 30 septembre 2013. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation et de solvabilité a été effectuée en date du 31 décembre 2012 et la prochaine évaluation sera effectuée en date du 31 décembre 2013.

Les informations relatives aux régimes se présentent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois			
	30 novembre 2013		30 novembre 2012	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>				
Solde au début	187 648	2 547	160 030	2 217
Coût des services rendus	8 235	52	7 398	56
Intérêts débiteurs	4 146	55	3 757	51
Prestations versées	(1 376)	(18)	(831)	(15)
Perte actuarielle (gain actuariel)	(6 808)	(51)	15 841	170
Solde à la fin	191 845	2 585	186 195	2 479
<b>Actifs des régimes</b>				
Solde au début	142 750	-	112 379	-
Cotisations du Fonds	7 493	18	6 465	15
Cotisations des employés	2 060		1 868	
Prestations versées	(1 376)	(18)	(831)	(15)
Rendement réel des actifs des régimes	5 774		4 167	
Solde à la fin	156 701	-	124 048	-
<b>Rapprochement des obligations au titre des prestations constituées et des actifs des régimes</b>				
Situation de capitalisation – déficit	(35 144)	(2 585)	(62 147)	(2 479)
Perte actuarielle nette non amortie	21 887	701	47 616	804
Coût (gain) non amorti des services passés	-	(78)	275	(118)
<b>Passif au titre des prestations constituées</b>	<b>(13 257)</b>	<b>(1 962)</b>	<b>(14 256)</b>	<b>(1 793)</b>

Ce passif au titre des prestations constituées est présenté sous Crédeurs et autres passifs.

## INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES

Les actifs des régimes capitalisés sont détenus en fiducie et leur répartition est la suivante :

(en %)	30 novembre 2013	30 novembre 2012
Fonds commun d'actions	62,3	62,4
Fonds commun d'obligations	37,4	37,4
Encaisse et autres	0,3	0,2
	100,0	100,0

# NOTES COMPLÉMENTAIRES

## 18. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES (suite)

Les coûts constatés au cours de la période se détaillent comme suit :

(en milliers \$)	6 mois			
	30 novembre 2013		30 novembre 2012	
	Régimes			
	de retraite	d'assurance	de retraite	d'assurance
Coût des services rendus au cours de la période déduction faite des cotisations des employés	6 175	52	5 530	56
Intérêts débiteurs	4 146	55	3 757	51
Rendement réel des actifs des régimes	(5 774)		(4 167)	
Perte actuarielle (gain actuariel)	(6 808)	(51)	15 841	170
Coût avant ajustements pour tenir compte de la nature à long terme des avantages sociaux futurs	(2 261)	56	20 961	277
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes	1 369		698	
Écart entre le montant de la perte ou du gain actuariel constaté et le montant réel de la perte ou du gain actuariel sur l'obligation au titre des prestations constituées	7 430	76	(15 037)	(151)
Écart entre l'amortissement du coût ou du gain des services passés et les modifications effectives des régimes		(20)	87	(20)
<b>Coûts constatés de la période</b>	<b>6 538</b>	<b>112</b>	<b>6 709</b>	<b>106</b>

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs, qui est constitué des cotisations du Fonds à ces régimes de retraite capitalisés et des sommes versées directement aux bénéficiaires au titre de ces régimes non capitalisés, se chiffre à 7,5 M\$ (30 novembre 2012 : 6,5 M\$).

### PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer les obligations du Fonds au titre des prestations constituées et les coûts constatés des régimes sont les suivantes :

(en %)	30 novembre 2013				30 novembre 2012			
	Régimes							
	de retraite		d'assurance		de retraite		d'assurance	
<b>Obligations au titre des prestations constituées</b>								
<i>Taux à la fin de la période</i>								
Taux d'actualisation	4,75		4,75		4,00		4,00	
Taux de croissance des salaires	3,50				3,50			
<b>Coûts constatés au titre des prestations constituées</b>								
<i>Taux à la fin de la période précédente</i>								
Taux d'actualisation	4,25		4,25		4,50		4,50	
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,00				6,00			
Taux de croissance des salaires	3,50				3,50			

Le Fonds a déterminé le montant maximal annuel qu'il allait assumer par personne retraitée en vertu du régime d'assurance. Le Fonds ne prévoit aucune augmentation dans le futur.



# NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

## 19. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds conclut des opérations avec des sociétés apparentées, qui sont des entreprises qu'il contrôle ou sur lesquelles il a une influence notable. Plusieurs investissements en capital de développement sont considérés comme des sociétés apparentées compte tenu du niveau et de la nature de l'investissement. Les opérations consistent, essentiellement, en des produits d'intérêts et de dividendes sur les investissements et en certaines charges, notamment des primes payées en vertu de régimes d'assurance.

Le Fonds, dont la majorité des administrateurs sont nommés par la FTQ, a convenu de verser 1,0 M\$ à cette dernière pour les périodes de six mois terminées le 30 novembre 2013 et 2012 en vertu d'une entente pour rémunérer les services rendus principalement dans le cadre de formation économique, de bilans sociaux, de développement de l'actionnariat, de soutien et d'encadrement de certaines activités. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie établie et acceptée par les parties.

Le Fonds a constitué la Fondation de la formation économique du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* et il en nomme les membres du conseil d'administration. Le Fonds lui a consenti un prêt de 5 M\$, à un taux d'intérêt variable et conditionnel, d'une juste valeur de 3,5 M\$ (31 mai 2013 : 3,8 M\$).

Le Fonds a consenti des prêts sans intérêts de 15 M\$ (31 mai 2013 : 20 M\$) d'une juste valeur de 9,9 M\$ (31 mai 2013 : 13,7 M\$) aux Fonds étudiant solidarité travail du Québec (FESTQ), des entités apparentées au Fonds, car celui-ci nomme certains administrateurs conjointement avec le gouvernement du Québec.

Au cours de la période, le Fonds a consenti un prêt sans intérêt de 5 M\$ d'une juste valeur de 3,1 M\$ à Fiducie de Montréal inc., une entité apparentée au Fonds, car celui-ci nomme certains administrateurs de l'entité.

Ces prêts sont présentés au bilan sous Débiteurs et autres actifs.

## 20. GESTION DES RISQUES

Les risques découlant des instruments financiers font partie intégrante des états financiers audités et sont traités dans la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion intermédiaire pour le semestre terminé le 30 novembre 2013*. Le *Rapport de gestion intermédiaire pour le semestre terminé le 30 novembre 2013* est disponible au siège social du Fonds, sur son site internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## 21. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de la période précédente ont été reclassés pour les rendre comparables à ceux de la période courante.

## 22. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

Le *Relevé des investissements en capital de développement, au coût*, audité, le *Relevé des autres investissements*, non audité, ainsi que le *Répertoire de la quote-part du Fonds dans les investissements effectués par les fonds spécialisés, au coût*, non audité, sont disponibles au siège social du Fonds, sur son site internet au [www.fondsftq.com](http://www.fondsftq.com) ou au [www.sedar.com](http://www.sedar.com).